

Rencontre | SAHARA OCCIDENTAL

MOHAMED ABDELAZIZ

« La situation est appelée à devenir explosive »

Le président de la République arabe sahraouie démocratique, rencontré lors de la 36^e conférence européenne de soutien aux Sahraouis, est inquiet du sort de milliers des siens qui ont trouvé refuge dans un campement dans le désert.

Monsieur le président, depuis le 10 octobre, des milliers de Sahraouis quittent la ville occupée de Laayoune en signe de protestation contre les violations de leurs droits fondamentaux par le Maroc. Comment réagissez-vous à cet exode ?

MOHAMED ABDELAZIZ. Je veux rendre hommage aux populations sahraouies civiles qui ont fait leur une méthode pacifique de résistance. Cette forme de révolte vise à attirer l'attention du gouvernement marocain, des Nations unies et des composantes de l'opinion internationale. Les Sahraouis veulent dire leur attachement au respect de l'expression de leur volonté, et à la nécessité impérieuse de respecter leur dignité. Ils veulent dire qu'ils n'en peuvent plus tant sur le plan social que politique. 25 000 personnes se sont installées dans des campements de fortune, à 12 kilomètres de leur ville natale, en plantant des tentes à la hâte. Certes, il existe un comité d'accueil dont le dessein est de subvenir aux besoins de la population et d'assurer sa sécurité. Car le gouvernement marocain a opéré un quadrillage militaire, et a eu recours à des méthodes de répression inqualifiables qui ont eu pour conséquence la mort d'un jeune garçon. Et cinq de ses compagnons ont été gravement blessés. Les Nations unies et la communauté internationale ne peuvent rester indifférentes. Elles doivent amener le gouvernement marocain à mettre fin à son encerclement. Au-delà, la question du Sahara doit trouver son dénouement logique dans le cadre des Nations unies. Car ce qui se passe aujourd'hui est la conséquence du non-respect du droit fondamental des Sahraouis à choisir librement leur destin.

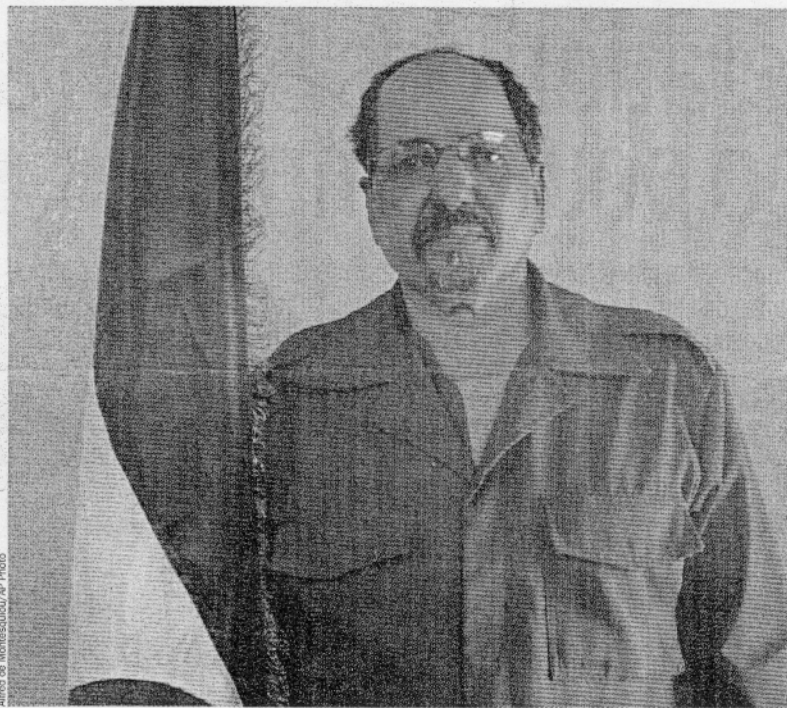


Photo de Mohammed Abdelaziz

« La communauté internationale ne peut rester indifférente. Elle doit amener le gouvernement marocain à mettre fin à son encerclement. »

Le fait d'ouvrir le feu sur des civils sahraouis désarmés ne constitue-t-il pas une violation du cessez-le-feu de 1991 ?

MOHAMED ABDELAZIZ. Oui. J'ai écrit en ce sens au secrétaire général des Nations unies pour l'alerter sur l'armada déployée par le gouvernement marocain. Je lui ai d'ailleurs posé une question : à quoi servent les hélicoptères, les voitures et les observateurs de la Minurso (mission onusienne pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental) si les Marocains ouvrent le feu ?

Le mandat de la Minurso a été prolongé d'un an mais, à cette occasion, la France s'est positionnée contre l'intégration d'un volet de protection des droits de l'homme. Pourquoi, selon vous, le statu quo prévaut-il ?

MOHAMED ABDELAZIZ. L'assemblée générale des Nations unies a posé le problème de la décolonisation du Sahara occidental, la dernière colonie en Afrique, et son parachèvement à travers le respect du droit à l'autodétermination. Le verdict de la Cour internationale de justice a démontré qu'il n'y avait jamais eu de lien entre le Sahara occidental d'une part, l'ensemble mauritanien et le Maroc d'autre part. La résistance sahraouie démontre l'attachement d'un peuple au droit à l'autodétermination. Elle démontre aussi, avec l'existence de leur État au sein de l'Union africaine, sa volonté d'édifier un État souverain. Mais certaines puissances au sein du Conseil de sécurité n'exercent pas les pressions adéquates sur le Maroc afin de l'amener à honorer les engagements pris dans le cadre de

l'ONU. Leur responsabilité dans l'essoufflement de la recherche de solution est réelle.

L'UE a fait du Maroc l'un de ses « partenaires privilégiés ». La non-résolution du conflit est-elle liée aux enjeux économiques et aux richesses naturelles que recèle votre pays ?

MOHAMED ABDELAZIZ. La position géographique du Sahara occidental, sa façade importante sur l'Atlantique et les ressources que recèle son sol expliquent en grande partie l'origine de la situation. Elles expliquent aussi l'acharnement du Maroc à vouloir dépouiller le peuple sahraoui de ses richesses, et à lui dénier son droit légitime à choisir librement son État. Des puissances occidentales se sont rangées aux côtés du royaume du Maroc qui viole pourtant le droit international, les droits de l'homme et les libertés au Sahara occidental. L'Union européenne s'est même impliquée dans des actes de brigandages des ressources naturelles. C'est

contraire aux valeurs que nous avons apprises d'elle.

Le manque de solution met-il en danger la stabilité de la région alors que les tensions entre le Maroc et l'Algérie sont déjà vives ? Du côté sahraoui, une montée de la violence, notamment chez les plus jeunes qui n'ont connu que les vexations de la colonisation, pourrait-elle voir le jour ?

MOHAMED ABDELAZIZ. La non-solution du conflit au Sahara occidental sur la base du respect du droit inaliénable des Sahraouis à l'autodétermination peut engendrer une situation d'instabilité dans la région. Elle encourage aussi le gouvernement marocain à poursuivre l'escalade du pire. L'accord avec le gouvernement marocain, dans le cadre des Nations unies, a permis le déploiement de la Minurso afin d'organiser un référendum transparent. Mais depuis une décennie, rien. Les Sahraouis, civils comme militaires, vivent cet état de fait comme une injustice. La direction sahraouie est sous la pression continue de la base. Les citoyens ne comprennent pas pourquoi et jusqu'à quand il faut surveiller le cessez-le-feu alors que le Maroc continue de piller nos richesses, impose un blocus sur les zones occupées, et prive les populations du droit à la vie. La situation est appelée à devenir explosive si la solution tarde à se concrétiser. Le retour à la guerre est une donnée permanente eu égard à la déception et à l'intransigeance du gouvernement marocain qui veut imposer, unilatéralement, sa proposition d'autonomie.

Que peut-on attendre de la troisième réunion informelle entre le Front Polisario et le Maroc, qui doit se tenir dans les prochains jours ?

MOHAMED ABDELAZIZ. Je souhaite que cette fois-ci le royaume du Maroc vienne à la table des négociations, animé d'une réelle volonté d'aboutir, et qu'il se conformera à la légalité internationale. Dans les circonstances actuelles, un signal fort de Paris, invitant le gouvernement marocain à ne pas rater cette opportunité, serait vivement apprécié par les gouvernements de la région. Car il générerait les conditions d'une véritable entente et la stabilité dans la zone.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CATHY CEIRE